



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article1162>

Jacques Lafouge interpelle les élus !

- Tribunes -



Date de mise en ligne : vendredi 15 janvier 2016

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Aux élus actuels et anciens

Au moment où le FN est en passe d'arriver au portes du pouvoir avec le soutien d'une partie de la droite vous interrogez-vous sur vos responsabilités dans la progression de ce parti ?

Vos actions depuis des années ont consisté à détruire ce que le CNR avait proposé en 1944 et grandement réalisé dans les législatures ultérieures.

Au moment où la République allait renaître les patriotes ont pensé à une République plus juste et ce faisant ils ont conçu un projet. Pas un catalogue de mesures qui se réaliseront ou non, mais un projet de société, un projet de vivre ensemble. .

Sur tous les points vous avez tourné le dos à ce projet.

Qu'on en juge :

- ▶ A l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale contre les féodalités économiques et financières vous avez préféré vous soumettre aux diktats du MEDEF en 1983 et plus récemment avec le pacte de confiance et vous vous disposez à considérer avec attention et intérêt le traité de libre échange mondial qui signifiera notre soumission aux trusts et aux grandes compagnies mondiales.
- ▶ Le commissariat au plan a été supprimé alors qu'on lui devait, malgré des imperfections une partie de notre croissance économique.
- ▶ Vous avez dénationalisé ce qui appartenait à la Nation, non pas qu'il n'eut pas fallu le faire pour certains secteurs en dehors de la compétence de l'Etat, mais les transports, l'énergie, les banques, les assurances. Ces dénationalisations ont certes rapportées de fonds aux gouvernements mais n'ont servi qu'à combler des déficits
- ▶ L'égalité d'accès pour tous aux fonctions de direction et d'administration des entreprises pour les ouvriers possédant les qualifications est resté au niveau du rêve.
- ▶ Le droit au travail pour tous existe-t-il avec 5 millions de chômeurs.
- ▶ Le droit au repos existe-t-il encore avec le travail du dimanche, le travail de nuit des femmes et qu'est devenue la garantie de salaire ?
- ▶ La sécurité sociale qui de déremboursement et restrictions de tous ordres ont poussé les citoyens vers les mutuelles, elles mêmes convoitées par les assurances et les banques.
- ▶ La sécurité de l'emploi et la réglementation des embauches et des licenciement, le code du travail.
- ▶ La politique des revenus agricoles rémunérateurs.
- ▶

Jacques Lafouge interpelle les élus !

Les facilités d'accession à la propriété des jeunes alors qu'il leur faut actuellement emprunter à 40 ans.

- ▶ Les systèmes de retraite complémentaire qui par indigence des retraites de la sécurité sociale ont été mis en place pour assurer des ressources décentes aux retraités sont remis en cause par refus de solutions à long terme quand leurs ressources ne sont pas ponctionnées.
- ▶ Le saccage de l'éducation nationale qui aurait dû rester Instruction Publique qui produit l'inégalité des chances et nourrit le privé. Les subventions données au privé manquent à l'instruction publique et nourrissent la discrimination sociale.
- ▶ L'inégalité devant l'impôt et comble de tout l'instauration d'une taxe complémentaire de 0,30 % pour les seuls retraités ce qui fait une catégorie à part considérée comme privilégiée alors que ces mêmes retraités ont fait en leur temps la prospérité du pays.

Il serait trop long d'aller plus loin, toutefois on ne saurait passer sous silence ce que vous avez fait de la Laïcité. Nos grands ancêtres de 1905 avaient voulu une loi de paix civile. La liberté de croyance était garantie mais l'Etat ne reconnaissait aucune religion. Victor Hugo disait : « L'Etat chez lui, les religions chez elles ! », ce qui signifiait qu'aucun fond public n'allait vers les églises quelles qu'elles soient. Depuis on ne compte plus les violations de la loi. Il n'est pas de cérémonie religieuse qui ne connaisse la présence du Président, du Premier Ministre, des élus qui y assistent avec recueillement. Sous prétexte de culturel vous subventionnez l'édification ou les réparations religieuses et il faut bien du courage au Président du Conseil Général de la Guyane pour refuser de continuer à rémunérer le clergé catholique sur les fonds du département.

Ces violations de la loi de 1905 sont de plus encouragées par le Traité de l'union européenne qui préconise les contacts confiants avec les églises. ! Vous ne l'avez pas d'ailleurs refusé !

Ce traité d'ailleurs dont les français n'avaient pas voulu par référendum vous l'avez ensuite accepté par un vote du Congrès bafouant ainsi honteusement la volonté populaire que vous êtes sensés représenter.

Que peut-on attendre d'une Europe vaticane, capitaliste et antidémocratique ? Europe qui finalement n'existe pas puisque dans les circonstances graves, c'est de chacun pour soi.

Vous avez pris une lourde responsabilité en vous ralliant à la stabilité de la monnaie, à la chasse aux déficits, à la concurrence sans freins. C'est le peuple qui en subit les conséquences ! Vous êtes vous interrogés sur le fardeau que vous faites supporter sur des citoyens qui n'en peuvent plus d'impôts et qui lorgnent hélas sur des extrêmes qui n'ont que la vertu de n'avoir encore rien fait.

Vous avez peu de temps pour retrouver le vrai sens de la République au service du bonheur des hommes. Ou bien il faudra changer pour aller vers un régime où votre mandat sera impératif, où vous serez responsables de l'exécution de vos promesses, où le peuple vous contrôlera vraiment et pas une fois tous les cinq ans avec de nouvelles promesses qui ne seront pas d'avantage tenues comme à l'accoutumé.

Pensez-y avant qu'il ne soit trop tard car le peuple a toujours raison.

Jacques Lafouge